

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

13 mai 2011

PROPOSITION DE LOI

**insérant un article 1383/1 dans le Code civil,
en ce qui concerne la responsabilité objective
de l'autorité publique pour tout dommage
causé par la vaccination qu'elle a rendue
obligatoire pour l'homme**

(déposée par M. Laurent Louis)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

13 mei 2011

WETSVOORSTEL

**tot invoeging van een artikel 1383/1
in het Burgerlijk Wetboek, over de objectieve
aansprakelijkheid van de overheid voor alle
schade berokkend door inenting
die zij de burger heeft opgelegd**

(ingediend door de heer Laurent Louis)

RÉSUMÉ

*La proposition de loi rend l'État responsable en cas
de dommage probable lié à une vaccination obligatoire.*

SAMENVATTING

*Dit wetsvoorstel stelt de Staat aansprakelijk voor
schade die naar alle waarschijnlijkheid te wijten is aan
een verplichte inenting.*

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La vaccination obligatoire a rendu de grands services à la santé publique. Depuis 1988, l'éradication de la poliomyélite fait l'objet d'une initiative mondiale sous l'égide de l'OMS, de l'Unicef et du *Rotary International*. La campagne de vaccination de masse a fait passer son incidence de 350 000 nouveaux cas par an, en 1988, à environ 1 500, en 2008 et son éradication est officielle sur tout le continent américain, en Europe et dans les régions OMS du Pacifique occidental, Chine comprise. En 2008, la maladie n'était encore endémique que dans quatre pays (Nigeria, Inde, Pakistan et Afghanistan), qui concentraient la quasi-totalité des cas. Une flambée de cas au Tadjikistan, au début de l'année 2010, rappelle cependant que le virus circule toujours.¹

Seule la vaccination contre la poliomyélite est légalement obligatoire en Belgique, depuis 1967. La vaccination antipoliomyélique obligatoire est prescrite par l'arrêté royal du 26 octobre 1966.

Malgré ses bons résultats, le vaccin obligatoire est loin de faire l'unanimité.

“La vaccination obligatoire fait l'objet d'une polémique au nom des dangers qu'elle peut occasionner auprès de certaines personnes qui l'ont subie. La confusion qui entoure l'évaluation des effets non désirés des vaccins ne permet guère de tirer des conclusions définitives. Il conviendrait à tout le moins que les pouvoirs publics entament une évaluation du choix de la vaccination obligatoire en prenant en compte l'ensemble des données actuellement disponibles. Ceci suppose cependant que cette évaluation puisse être dégagée de la pression que représentent les enjeux commerciaux et que l'on examine sereinement les raisons qui ont conduit d'autres États à établir d'autres choix” (Doc. parl., Chambre, 2000 – 2001, n° DOC 50 1080/001, p. 3).

“Toute vaccination est une offense pour l'organisme. Elle constitue un choc violent, profond et durable, d'une part à cause de son mode de pénétration qui shunte toutes les barrières immunologiques naturelles, d'autre part en raison du cocktail de produits toxiques qu'elle impose au corps. Chacun réagira à sa façon contre cette agression. Ainsi, pourra-t-on observer des réactions allant d'une simple rougeur jusqu'à la mort,

¹ [http://fr.wikipedia.org/wiki/Poliomy %C3 %A9lite](http://fr.wikipedia.org/wiki/Poliomy%C3%A9lite)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De verplichte inenting is een zegen gebleken voor de volksgezondheid. Sinds 1988 wordt wereldwijd werk gemaakt van de uitroeiing van poliomyelitis, onder het toezicht van de WGO, Unicef en Rotary International. Dankzij de massale inentingscampagne daalde het aantal gevallen van poliomyelitis van 350 000 nieuwe gevallen per jaar in 1988 naar ongeveer 1 500 in 2008; de ziekte is officieel verdwenen op het hele Amerikaanse continent, in Europa en in de WGO-regio's van de Stille Oceaan, met inbegrip van China. In 2008 nam de ziekte nog slechts in vier landen epidemische vormen aan (Nigeria, India, Pakistan en Afghanistan); bijna alle gevallen van poliomyelitis werden in die landen gemeld. Een opflakking van het aantal gevallen in Tadzjikistan begin 2010 wijst er echter op dat het virus nog steeds in omloop is.¹

De inenting tegen poliomyelitis is de enige die in België sinds 1967 wettelijk werd opgelegd, meer bepaald bij het koninklijk besluit van 26 oktober 1966.

Niettegenstaande de verplichte inenting goede resultaten heeft opgeleverd, kan ze niet op algemene bijval rekenen.

“Rond de verplichte inenting is een polemiek ontstaan, meer in het bijzonder met betrekking tot de mogelijke gevaren die ze oplevert voor een aantal personen aan wie ze werd toegediend. Doordat er nogal wat onduidelijkheid heerst rond de evaluatie van de ongewenste effecten van vaccins kunnen geen definitieve conclusies worden getrokken. Het zou op zijn minst aangewezen zijn dat de overheid haar keuze voor de verplichte inenting zou evalueren en daarbij rekening zou houden met alle gegevens die tegenwoordig beschikbaar zijn. Zulks veronderstelt evenwel dat ze zich bij die evaluatie niet laat beïnvloeden door commerciële belangen en dat de redenen die andere Staten ertoe hebben gebracht andere keuzes te maken, sereen zouden worden onderzocht.”²

“Toute vaccination est une offense pour l'organisme. Elle constitue un choc violent, profond et durable, d'une part à cause de son mode de pénétration qui shunte toutes les barrières immunologiques naturelles, d'autre part en raison du cocktail de produits toxiques qu'elle impose au corps. Chacun réagira à sa façon contre cette agression. Ainsi, pourra-t-on observer des réactions allant d'une simple rougeur jusqu'à la mort,

¹ [http://fr.wikipedia.org/wiki/Poliomy %C3 %A9lite](http://fr.wikipedia.org/wiki/Poliomy%C3%A9lite)

² Parl. St., Kamer, 200-2001, DOC 50 1080/001, blz. 3

*tant sur le court terme que sur le long terme. Cette échelle de grandeur montre l'ampleur de la dangerosité d'un acte qui demeure éminemment hasardeux. Etant donné l'indigence de l'information recueillie par les services de pharmacovigilance et l'absence de suivi des vaccinés, les citoyens n'ont aucune idée de l'importance des dégâts postvaccinaux. Ce flou profite à l'industrie pharmaceutique, toujours prête à allonger la liste des vaccins puisqu'elle jouit, finalement, d'une impunité quasi totale. Pour les assujettis, la vaccination se résume en un jeu de roulette russe où certains vont être sacrifiés pour que d'autres soient prétendument protégés."*²

Mais la vaccination peut aussi avoir de graves conséquences. Les accidents postvaccinaux sont toujours possibles, comme une encéphalite postvaccinale, par exemple. Dans le cas de l'arrêt *Houben* ("Koepokinentingsarrest") rendu par la Cour de cassation du 26 avril 1963 (Pas., 1963, I, 905, R.C.J.B., 1963, 116, R.W., 1963-1964, 287), une jeune fille était victime d'une paralysie et d'une débilité mentale à la suite d'une complication liée à une vaccination.

"Minimisés ou tus par la presse médicale ou grand public, les effets secondaires et les accidents postvaccinaux sont une réalité plus fréquente qu'on ne l'imagine, car mal évalués parce que mal recensés.

*Il faut aller chercher dans la presse médicale étrangère la description détaillée des accidents survenus chez des patients français. Les accidents postvaccinaux sont hier et aujourd'hui encore un sujet tabou en France. Dès le départ, les nombreux accidents (dont la transmission de la syphilis) provoqués par les procédés de vaccination antivariolique de bras à bras (sérosités prises directement sur des pustules) ont peiné pour ébranler les appuis politiques des vaccinalistes. Même avec des vaccins mieux purifiés et atténués, on continuait de recenser décès ou séquelles invalidantes: eczéma géant voire généralisé, encéphalites, accidents oculaires pouvant entraîner la cécité, accidents rénaux..."*³

Un autre témoignage fait toute la lumière sur le flou dans lequel se font les vaccins:

"Notre bébé a fait une réaction allergique au vaccin DT Polio à l'âge de 18 mois: un eczéma surélevé géant dans les heures qui ont suivi la vaccination. Avant que cela n'arrive, notre médecin ne savait pas que le DT Polio pouvait avoir des effets secondaires. Il a ouvert

² www.alis-france.com/download/accidents_postvaccinaux_europe.pdf

³ <http://biogassendi.perso.sfr.fr/vaccinations.htm>

*tant sur le court terme que sur le long terme. Cette échelle de grandeur montre l'ampleur de la dangerosité d'un acte qui demeure éminemment hasardeux. Etant donné l'indigence de l'information recueillie par les services de pharmacovigilance et l'absence de suivi des vaccinés, les citoyens n'ont aucune idée de l'importance des dégâts postvaccinaux. Ce flou profite à l'industrie pharmaceutique, toujours prête à allonger la liste des vaccins puisqu'elle jouit, finalement, d'une impunité quasi totale. Pour les assujettis, la vaccination se résume en un jeu de roulette russe où certains vont être sacrifiés pour que d'autres soient prétendument protégés."*³.

Een inenting kan echter ook ernstige gevolgen hebben. Na een inenting kan zich altijd een ongeval voordoen, zoals een postvaccinale encefalitis. In het geval waarop het arrest-Houben (het zogenaamde koepokinentingsarrest) van 26 april 1963 van het Hof van Cassatie betrekking heeft (Pas., 1963, I, 905, RCJB, 1963, 116, R.W., 1963-1964, 287), was een jong meisje als gevolg van een aan een vaccinatie gerelateerde complicatie het slachtoffer geworden van een verlamming en van een zwakzinnigheid.

"Minimisés ou tus par la presse médicale ou grand public, les effets secondaires et les accidents postvaccinaux sont une réalité plus fréquente qu'on ne l'imagine, car mal évalués parce que mal recensés.

*Il faut aller chercher dans la presse médicale étrangère la description détaillée des accidents survenus chez des patients français. Les accidents postvaccinaux sont hier et aujourd'hui encore un sujet tabou en France. Dès le départ, les nombreux accidents (dont la transmission de la syphilis) provoqués par les procédés de vaccination antivariolique de bras à bras (sérosités prises directement sur des pustules) ont peiné pour ébranler les appuis politiques des vaccinalistes. Même avec des vaccins mieux purifiés et atténués, on continuait de recenser décès ou séquelles invalidantes: eczéma géant voire généralisé, encéphalites, accidents oculaires pouvant entraîner la cécité, accidents rénaux..."*⁴.

De sfeer van vaagheid omtrent de vaccins blijkt duidelijk uit een andere getuigenis:

"Notre bébé a fait une réaction allergique au vaccin DT Polio à l'âge de 18 mois: un eczéma surélevé géant dans les heures qui ont suivi la vaccination. Avant que cela n'arrive, notre médecin ne savait pas que le DT Polio pouvait avoir des effets secondaires. Il a ouvert

³ www.alis-france.com/download/accidents_postvaccinaux_europe.pdf

⁴ <http://biogassendi.perso.sfr.fr/vaccinations.htm>

son Vidal et en a pris connaissance pour la première fois, avec surprise et non sans affolement face à l'état de notre fils. Quand nous lui avons demandé s'il pensait déclarer cette réaction allergique, il nous a répondu que les centres de pharmacovigilance étaient là uniquement pour les accidents dus aux médicaments. Ce médecin qui exerce depuis 4 ans ne sait pas qu'il peut et qu'il doit déclarer les accidents postvaccinaux et il n'est sûrement pas le seul à l'ignorer".⁴

*"Pratiquement toutes les études qui ont porté sur des encéphalopathies survenues après vaccination, concluent à une absence de responsabilité du vaccin. Or, ce sont précisément les pathologies neurologiques qui sont les plus fréquentes et souvent les plus graves après une vaccination. Les experts, de façon récurrente, refusent de voir dans le vaccin un élément déclencheur majeur. Ainsi peut-on lire, dans une étude portant sur la coqueluche, que les problèmes neurologiques survenus après vaccination, ne sont que des coïncidences temporelles et qu'ils se seraient manifestés même sans vaccination. C'est ce genre d'argument qui prévaut en toute circonstance car le vaccin doit être innocenté, il n'est pas pensable qu'il en soit autrement. Le déni face aux innombrables effets secondaires observés après les campagnes de vaccination contre l'hépatite B constitue un des plus grands scandales du 21^{ème} siècle. Plusieurs réunions de consensus ont permis de blanchir le vaccin et ont débouché sur des recommandations encore plus étendues."*⁵

L'autorité qui a rendu obligatoire une vaccination est-elle responsable des dommages causés par un accident postvaccinal? En Belgique, il n'y a pas de loi spéciale en la matière. C'est donc le droit commun de la responsabilité civile qu'il faut consulter. Pour que la responsabilité civile ou délictuelle de quelqu'un, ou de la puissance publique, puisse être engagée, il faut réunir trois éléments: un dommage, un fait générateur de responsabilité et un lien de causalité entre les deux éléments précédents. Le fait générateur de causalité consiste en la *faute*. Elle n'est pas définie par le Code Civil, mais elle représente le fait à l'origine du dommage qui va permettre la détermination de la responsabilité. La victime d'un accident postvaccinal doit donc prouver une faute dans le chef de l'autorité publique qui a rendu la vaccination obligatoire. Et cette preuve fera presque toujours défaut. Les autorités publiques ne commettent pas de faute en rendant une vaccination obligatoire, en ce qu'elles protègent la santé publique.

son Vidal et en a pris connaissance pour la première fois, avec surprise et non sans affolement face à l'état de notre fils. Quand nous lui avons demandé s'il pensait déclarer cette réaction allergique, il nous a répondu que les centres de pharmacovigilance étaient là uniquement pour les accidents dus aux médicaments. Ce médecin qui exerce depuis 4 ans ne sait pas qu'il peut et qu'il doit déclarer les accidents postvaccinaux et il n'est sûrement pas le seul à l'ignorer."⁵

*"Pratiquement toutes les études qui ont porté sur des encéphalopathies survenues après vaccination, concluent à une absence de responsabilité du vaccin. Or, ce sont précisément les pathologies neurologiques qui sont les plus fréquentes et souvent les plus graves après une vaccination. Les experts, de façon récurrente, refusent de voir dans le vaccin un élément déclencheur majeur. Ainsi peut-on lire, dans une étude portant sur la coqueluche, que les problèmes neurologiques survenus après vaccination, ne sont que des coïncidences temporelles et qu'ils se seraient manifestés même sans vaccination. C'est ce genre d'argument qui prévaut en toute circonstance car le vaccin doit être innocenté, il n'est pas pensable qu'il en soit autrement. Le déni face aux innombrables effets secondaires observés après les campagnes de vaccination contre l'hépatite B constitue un des plus grands scandales du 21^{ème} siècle. Plusieurs réunions de consensus ont permis de blanchir le vaccin et ont débouché sur des recommandations encore plus étendues"*⁶.

Is de overheid die vaccinatie verplicht heeft gesteld, aansprakelijk voor de schade die een postvaccinale complicatie veroorzaakt? In België bestaat daarover geen specifieke wetgeving. De gemeenrechtelijke regels van de burgerlijke aansprakelijkheid zijn dus het enige houvast. Een persoon of een overheid kan alleen burgerrechtelijk of op grond van een onrechtmatige daad aansprakelijk worden gesteld, als drie elementen voorhanden zijn: schade, een aansprakelijkheidsgrond en een oorzakelijk verband tussen beide. Dat oorzakelijk verband moet gelegen zijn in een fout, maar dat begrip wordt niet door het Burgerlijk Wetboek gedefinieerd. De fout is de gebeurtenis die aan de schade ten grondslag ligt en op grond waarvan de aansprakelijkheid kan worden bepaald. Het slachtoffer van een postvaccinale complicatie moet dus bewijzen dat de overheid die de inenting verplicht heeft gesteld, een fout heeft begaan. Welnu, dat bewijs kan vrijwel nooit worden geleverd. De overheid begaat geen fout door, met het oog op de bescherming van de volksgezondheid, een vaccinatie verplicht te stellen.

⁴ <http://biogassendi.ifrance.com/vaccinations.htm>

⁵ www.alis-france.com/download/accidents_postvaccinaux_europe.pdf

⁵ <http://biogassendi.ifrance.com/vaccinations.htm>

⁶ www.alis-france.com/download/accidents_postvaccinaux_europe.pdf

La jurisprudence montre que la problématique des dommages causés par des vaccinations est toujours à l'ordre du jour. La Cour d'appel de Liège avait, par arrêt du 3 novembre 1961, condamné l'État belge à indemniser un enfant qui avait été la victime de la vaccination obligatoire contre la variole. L'enfant, une petite fille, souffrait de paralysie et de débilité mentale. La Cour d'appel avait décidé que l'État était responsable du dommage causé par la vaccination, en raison d'une faute qu'il avait commise. En l'espèce, l'État avait rendu obligatoire la vaccination antivariolique, alors que la variole était une maladie qui avait pratiquement disparu. La Cour de cassation cassa l'arrêt de la Cour d'appel de Liège. La Cour d'appel n'avait pas de pouvoir de juger de l'opportunité de la décision de rendre la vaccination obligatoire.

On peut encore citer un arrêt de la Cour de cassation, plus récent, du 28 novembre 1997. Cet arrêt concerne la compétence du Conseil d'État en vertu de l'article 11 des lois coordonnées sur le Conseil d'État (réparation d'un dommage exceptionnel, moral ou matériel, causé par une autorité administrative). Le Conseil d'État justifie légalement sa compétence lorsque, après avoir constaté que les victimes d'un dommage causé par une autorité administrative, tel celui résultant d'une vaccination obligatoire, n'avaient pu obtenir la réparation de leur dommage sur la base d'une faute, il déclare se prononcer en équité et, tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé, leur accorde une indemnité en considérant qu'il s'agit d'un dommage exceptionnel (Cass., 28 novembre 1997, C.96.0339.F, Pas., 1997, I, 516, Arr. Cass., 1997, 516).

La Belgique ne dispose pas d'une loi particulière qui prévoit une indemnisation appropriée des victimes des vaccinations.

Une proposition de loi avait déjà été déposée, le 16 janvier 2001, devant cette Assemblée. C'était la proposition de loi "organisant le dédommagement des victimes des suites d'une vaccination obligatoire", déposée par Mesdames Michèle Gilkinet et Anne-Mie Descheemaeker (DOC 50 1080/001).

Dans les développements qui précèdent cette proposition on lit:

"[...] importe que soit considérée la situation des personnes qui sont ou ont été victimes des effets secondaires des vaccins. Les autorités publiques qui imposent la vaccination doivent également assumer les conséquences négatives, aussi rares soient-elles, que celle-ci est susceptible d'engendrer auprès de la population."

Uit de rechtspraak blijkt dat vaccinatieschade nog altijd een actueel vraagstuk is. In een arrest van 3 november 1961 had het hof van beroep te Luik de Belgische Staat veroordeeld tot de schadeloosstelling van een kind dat het slachtoffer was geworden van de verplichte vaccinatie tegen pokken. Het meisje raakte verlamd en werd zwakzinnig. Het hof van beroep oordeelde dat de Staat een fout had begaan en aldus aansprakelijk was voor de schade als gevolg van de vaccinatie. De Staat had de vaccinatie tegen pokken verplicht gesteld op een ogenblik dat die ziekte vrijwel verdwenen was. Het Hof van Cassatie vernietigde het arrest van het hof van beroep te Luik omdat dit laatste volgens het Hof van Cassatie niet bevoegd was om te oordelen over de wenselijkheid van een vaccinatieverplichting.

Een ander en recenter vermeldenswaardig arrest is dat van het Hof van Cassatie van 28 november 1997. Dat arrest betreft de bevoegdheid die de Raad van State heeft op grond van artikel 11 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State (herstelvergoeding voor buitengewone, morele of materiële schade, veroorzaakt door een administratieve overheid). De Raad van State verantwoordt zijn bevoegdheid naar recht, wanneer hij, na te hebben vastgesteld dat degenen die schade hebben geleden ten gevolge van de daad van een administratieve overheid, zoals die welke voortvloeit uit een verplichte inenting, geen vergoeding van hun schade hadden kunnen krijgen op grond van een fout, verklaart uitspraak te doen naar billijkheid en hun, met inachtneming van alle omstandigheden van openbaar en particulier belang, een vergoeding toekent op grond van de overweging dat het hier gaat om buitengewone schade (Cass., 28 november 1997, C.96.0339.F, Pas. 1997 (I/516), Cass. 1997 (516)).

België beschikt niet over een bijzondere wet die voorziet in specifieke schadeloosstelling voor de slachtoffers van vaccinaties.

Op 16 januari 2001 is bij deze assemblee al een wetsvoorstel ingediend, namelijk het wetsvoorstel van de dames Michèle Gilkinet en Anne-Mie Descheemaeker tot regeling van de schadeloosstelling van de slachtoffers van de gevolgen van een verplichte inenting (DOC 53 1080/001).

In de toelichting bij dat wetsvoorstel staat:

"[...] moet de situatie van de personen die het slachtoffer zijn of zijn geweest van de nevenwerkingen van de vaccins in ogenschouw worden genomen. De overheid die tot vaccinatie verplicht, moet ook instaan voor de negatieve gevolgen, hoe zeldzaam ook, die ze bij de bevolking kan hebben".

Nous nous rallions à cette thèse.

Il existe toutefois la loi du 31 mars 2010 relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé, ainsi qu'un "Fonds des accidents médicaux", institué par l'article 6 de cette loi. Cette loi est trop jeune pour savoir si la notion d'accident médical sans responsabilité couvre les accidents postvaccinaux. À notre avis, les accidents postvaccinaux ne seraient pas couverts par cette loi. Des gens du terrain, comme les membres des mutualités, ont confirmé cette opinion. Nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de modifier le droit de la responsabilité civile en la matière, même si la loi du 31 mars 2010 était applicable aux accidents postvaccinaux. En effet, la loi du 31 mars 2010 n'entre en jeu que lorsque le patient subit une invalidité permanente d'un taux égal ou supérieur à 25 % (article 5, 1°, de ladite loi du 31 mars 2010). En outre, l'article 1383/1 proposé n'exige plus la preuve du lien de causalité entre la vaccination et le dommage. Il faut, mais il suffit, que ce lien de causalité soit probable, comme au Danemark, par exemple.

"Aujourd'hui, les effets indésirables qui peuvent être imputés à une vaccination sont indemnifiables dans une dizaine de pays européens. L'Allemagne fut le premier à disposer d'une loi d'indemnisation (1961), puis vint la France (1964). La Suisse, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, l'Italie, le Luxembourg disposent d'une législation similaire dans ce domaine. En Espagne, un mouvement se dessine pour l'adoption d'une loi d'indemnisation. Mais il y a de nombreuses variantes d'un pays à l'autre. Ainsi, la France, par exemple, n'indemnise que les dégâts provoqués par une vaccination obligatoire et la preuve certaine et convaincante du lien de causalité est exigée. Ce n'est pas le cas au Danemark en revanche, où l'on ne recherche qu'une probabilité raisonnable, ni le cas en Norvège, pays qui se contente d'une cause la plus probable."⁶

Nous proposons une modification des règles de la responsabilité civile. Pour que la responsabilité de l'autorité publique soit engagée, aucune faute ne devrait être prouvée. Le lien de causalité entre la vaccination et le dommage devrait être probable. Il ne serait plus nécessaire que ce lien de causalité soit prouvé de manière irréfutable.

Un article 1383/1 serait inséré dans le Code civil.

Wij sluiten ons bij die stelling aan.

Er is evenwel de wet van 31 maart 2010 betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg, alsook het Fonds voor de medische ongevallen, dat bij artikel 6 van die wet is opgericht. Deze wet is te recent om te weten of de notie medisch ongeval zonder aansprakelijkheid ook ongevallen na vaccinatie dekt. Ons inziens zouden die ongevallen niet onder de toepassing van voormelde wet vallen. Mensen uit de sector, zoals leden van de ziekenfondsen, hebben dit standpunt bevestigd. Wij zijn ervan overtuigd dat de wet op de burgerlijke aansprakelijkheid op dat punt terzake moet worden gewijzigd, zelfs al mocht de wet van 31 maart 2010 van toepassing zijn op ongevallen na vaccinatie. Die wet geldt immers maar als de patiënt is getroffen door een blijvende invaliditeit van 25 % of meer (artikel 5, 1°). Het door ons voorgestelde artikel 1383/1 vereist ook niet langer het bewijs van een causaal verband tussen de vaccinatie en de schade. Dit verband zou waarschijnlijk moeten zijn; maar dat zou volstaan, zoals in Denemarken.

"De bijwerkingen die thans aan vaccinatie kunnen worden toegeschreven, komen in een tiental Europese landen in aanmerking voor vergoeding. Duitsland beschikte als eerste over een vergoedingswet (1961); dan kwam Frankrijk (1964). Zwitserland, Denemarken, Groot-Brittannië, Zweden, Noorwegen, Italië en Luxemburg beschikken over soortgelijke wetten op dit gebied. In Spanje tekent zich een beweging af voor de aanneming van een vergoedingswet. Maar er zijn vele varianten van land tot land. Zo wordt in Frankrijk bijvoorbeeld alleen de schade vergoed die is veroorzaakt door een verplichte vaccinatie en is het zeker en overtuigend bewijs van het oorzakelijk verband vereist. Dat is daarentegen niet het geval in Denemarken, waar men maar zoekt naar redelijke waarschijnlijkheid, noch in Noorwegen, waar de meest waarschijnlijke oorzaak volstaat.[vertaling]"⁷.

Wij stellen een wijziging van de regels inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor. Om de aansprakelijkheid van de overheid te laten gelden, zou geen fout moeten worden bewezen. Het causaal verband tussen vaccinatie en schade zou waarschijnlijk moeten zijn. Het zou niet langer nodig zijn dat causaal verband onweerlegbaar te bewijzen.

Het is de bedoeling in het Burgerlijk Wetboek een artikel 1383/1 in te voegen.

⁶ www.alis-france.com/download/accidents_postvaccinaux_europe.pdf

⁷ Zie http://www.alis-france.com/download/accidents_postvaccinaux_europe.pdf.

L'autorité publique serait responsable de tout dommage causé par la vaccination qu'elle a rendu obligatoire pour l'homme. Ce serait une responsabilité sans faute. Cette responsabilité spéciale ne serait engagée que pour les vaccinations rendues obligatoire pour l'homme. Pour les vaccinations des animaux, le droit commun resterait applicable.

Néanmoins, il suffirait que le lien de causalité entre la vaccination et le dommage soit probable. C'est le système danois qui est ainsi repris, puisque, dans ce pays, il suffit que ce lien soit probable, d'après une loi de 1978.⁷

Le deuxième alinéa de l'article 1383/1 proposé disposerait:

"La vaccination doit être rendue obligatoire de façon générale ou par des dispositions relatives notamment à l'exercice d'une profession, à l'accès à une formation ou activité, ou à l'accès à un service public organisé, subsidié ou simplement contrôlé par une autorité publique."

Cette disposition a été reprise de la proposition de loi "organisant le dédommagement des victimes des suites d'une vaccination obligatoire" de Mesdames Michèle Gilkinet et Anne-Mie Descheemaeker (DOC 50 1080/001). La responsabilité de l'autorité publique sera engagée, pas seulement en cas d'obligation générale de vacciner, mais aussi lorsque l'obligation se limite à certaines catégories de personnes.

La loi proposée n'aura point d'effet rétroactif. Elle sera appliquée aux vaccinations intervenues après son entrée en vigueur. C'est le droit commun en matière d'entrée en vigueur, notamment en matière de responsabilité. Il n'est donc pas nécessaire d'inscrire cette règle dans la loi.

Laurent LOUIS (INDEP)

De overheid zou aansprakelijk worden gesteld voor de schade die werd veroorzaakt door inentingen die zij voor mensen verplicht heeft gemaakt. Het zou om een schuldloze aansprakelijkheid gaan. Die bijzondere aansprakelijkheid zou slechts gelden voor de inentingen die voor de mens verplicht werden gemaakt. Voor de inenting van dieren blijft het gemeen recht gelden.

Niettemin zou het volstaan dat het causaal verband tussen de inenting en de schade waarschijnlijk is. Er wordt dus gekozen voor de Deense regeling: Denemarken keurde in 1978 namelijk een wet goed op grond waarvan de waarschijnlijkheid van een dergelijk causaal verband volstaat.⁸

Het tweede lid van het voorgestelde artikel 1383/1 zou luiden als volgt:

"De inenting moet algemeen zijn opgelegd, dan wel krachtens bepalingen die betrekking hebben op met name de uitoefening van een beroep, de toegang tot een opleiding of een activiteit, dan wel de toegang tot een openbare dienst die wordt georganiseerd, gesubsidieerd of gewoon gecontroleerd door een overheid."

Die bepaling werd overgenomen uit het door de dames Michèle Gilkinet en Anne-Mie Descheemaeker ingediende wetsvoorstel tot regeling van de schadeloosstelling van de slachtoffers van de gevolgen van een verplichte inenting (DOC 50 1080/001). De overheid zal niet alleen aansprakelijk worden gesteld in geval van een algemene inentingsverplichting, maar ook wanneer de verplichting beperkt blijft tot bepaalde categorieën van mensen.

De hier voorgestelde wet zal niet terugwerken. Hij zal van toepassing zijn op de inenting die na de inwerkingtreding ervan werden toegediend. *In casu* geldt dus het gemeen recht met betrekking tot de inwerkingtreding, óók wat de aansprakelijkheid betreft. Derhalve is het niet nodig een bepaling daaromtrent in dit wetsvoorstel op te nemen.

⁷ http://www.nap.edu/openbook.php?record_id=599&page=177

⁸ http://www.nap.edu/openbook.php?record_id=599&page=177

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le chapitre II du titre IV du livre III du Code civil est inséré un article 1383/1, libellé comme suit:

“Art. 1383/1 L'autorité publique est responsable de tout dommage causé par la vaccination qu'elle a rendu obligatoire pour l'homme si un lien de causalité entre la vaccination et le dommage est probable.

La vaccination doit être rendue obligatoire de façon générale ou par des dispositions relatives notamment à l'exercice d'une profession, à l'accès à une formation ou activité, ou à l'accès à un service public organisé, subside ou simplement contrôlé par une autorité publique.”.

18 avril 2011

Laurent LOUIS (Indép.)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In hoofdstuk II van titel IV van boek III van het Burgerlijk Wetboek wordt een artikel 1383/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 1383/1 De overheid is aansprakelijk voor de schade als gevolg van een voor de mens verplicht gemaakte inenting, zo een causaal verband tussen de inenting en de schade waarschijnlijk is.

De inenting moet algemeen zijn opgelegd, dan wel krachtens bepalingen die betrekking hebben op met name de uitoefening van een beroep, de toegang tot een opleiding of een activiteit, dan wel de toegang tot een openbare dienst die wordt georganiseerd, gesubsidieerd of gewoon gecontroleerd door een overheid.”.

18 april 2011